

Felipe Van Keirsbilck : Le pot de terre peu

Aux barricades avec l'Alliance D19-20 pour empêcher la signature du Traité Transatlantique, Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE, en est persuadé : la mobilisation actuelle peut faire capoter ce désastre pour l'emploi, la protection sociale, l'environnement, la démocratie. Regard lucide et sans concession sur ce qui se trame en coulisses. Et tour d'horizon de la résistance qui s'organise.

■ **En quoi le traité transatlantique représente-t-il réellement un danger pour la démocratie, l'environnement et les normes sociales ? Et qu'est-ce qui explique l'implication syndicale forte (de la CNE et de la CGSP) dans l'Alliance D19-20 ?**

□ Pour nous, le traité transatlantique est radicalement incompatible avec la démocratie. Il est incompatible dans ses objectifs puisque sa raison d'être, c'est de donner du pouvoir aux multinationales au détriment des Etats. Or, jusqu'à preuve du contraire, on vote pour nos représentants politiques mais pas pour les dirigeants de Monsanto ! C'est clairement une atteinte à la démocratie.

Antidémocratique dans son élaboration, il est élaboré en secret par des gens que personne n'a élus. Même nos députés ont eu des difficultés à obtenir des informations. Et ce sera antidémocratique sur ses conséquences puisque l'adoption d'un tel traité conduira à mettre en place un Comité transatlantique pour l'harmonisation des normes, ce qui en bon français signifie un comité de technocrates non élus qui interdira des réglementations. Cela signifie que demain, des projets de lois ou des revendications des mouvements sociaux ou des syndicats seront censurés par ce comité.

De manière synthétique, on peut dire que oui, ce traité transatlantique est un danger pour la démocratie. Et donc pour les normes sociales et environnementales puisque aujourd'hui, ce n'est pas encore Monsanto ou Coca-Cola qui établissent les normes pour garantir les salaires ou protéger les pensions ou la qualité de l'air et de l'eau. C'est seulement quand on a des Etats suffisamment forts et démocratiques qu'on peut imposer ce type de normes.

Un exemple : le programme social européen Reach, qui a été très durement acquis par la gauche européenne et les syndicats pour obliger le contrôle des substances chimiques, serait complètement démantelé.

Pourquoi l'engagement de la CNE contre ce traité ? Notamment parce que les secteurs non marchands et les services au public seraient considérés comme des barrières protectionnistes. Les soins aux personnes âgées, les hôpitaux, les crèches seraient soumis à

une concurrence encore beaucoup plus forte qu'actuellement. Aujourd'hui, il est déjà très difficile de tendre vers une harmonisation entre les pays européens. Avec les USA demain, il faudrait une harmonisation entre les 78 Etats (50 Etats américains et 28 européens) alors qu'il y a une forte asymétrie entre les Etats-Unis d'une part, qui sont représentés par un gouvernement fédéral fort et une politique commerciale claire et efficace, et l'Europe d'autre part qui est composée de 28 Etats indépendants, qui ont des intérêts commerciaux divergents. Les normes sociales et environnementales européennes seraient donc complètement écrabouillées par ce grand marché.

■ **S'il y a un tel danger, pourquoi le monde politique, des deux côtés de l'océan, veut-il signer ce traité ?**

□ Une partie de la réponse tient au lobbying transatlantique très puissant et efficace. Par exemple, le puissant lobby "Transatlantic Business Dialogue". Un nombre très important de parlementaires européens en sont membres, dont le président de la Commission Commerce extérieur, un socialiste portugais, aux côtés des multinationales comme Audi, Airbus, British Airways, Deutsche Bank, Siemens, etc. etc.

La deuxième partie de la réponse s'explique par l'ambiance ultralibérale qui règne en Europe, et qu'il faut un certain courage politique pour s'opposer à ce qui est présenté comme "un progrès du marché" alors qu'il est en réalité un accord de dérégulation sociale et environnementale. Outre le courage, il faut aussi qu'ils prennent le temps de s'informer...

Une troisième raison, c'est aussi le vide considérable de projet politique consistant à gauche. En période de crise, les politiques veulent "faire quelque chose". Et si on renonce à investir dans des services et équipements collectifs, dans le progrès social et la transition écologique, faire un grand marché à la place donne l'impression de faire quelque chose...

Il y a des milliers de gens à la Commission européenne qui sont payés pour chercher des solutions. Aucun projet de société progressiste n'étant porté dans ces milieux-là, il reste à faire tout le temps plus de la même chose !

t vaincre le pot de fer



© Equipes Populaires

■ Certains disent que le TTIP va relancer la croissance et l'emploi. Que leur répondez-vous ?

□ Ceux qui disent cela sont soit des imbéciles, soit des ordures. Imbéciles lorsqu'ils se laissent manipuler par les lobbies. Car même les études les plus optimistes, faites par ces lobbies (soutenus par les libéraux et financés par les multinationales), parlent d'un surcroît de croissance rendu possible par ce grand marché... de l'ordre du dixième de pourcent par an ! On parle en réalité d'un gain de croissance quasi invisible, qui sera balayé par le moindre aléa de l'économie.

A côté des imbéciles ou des mal informés, il y a les vraies ordures. Car il est clair que la dérégulation et l'accroissement du commerce transfrontalier, qui va supprimer les barrières douanières mais aussi les règles sociales et environnementales, créent des gagnants et des perdants.

Certains secteurs industriels en Allemagne ou en Scandinavie, ou les services financiers européens, peuvent espérer prendre encore davantage de parts de marché. Mais cela accroîtrait les inégalités à l'intérieur de l'Europe et entre l'Europe et les États-Unis.

Il est clair que la dérégulation et l'augmentation du commerce transfrontalier créera des gagnants et des perdants. Ce sera le pot de fer contre le pot de terre. On modifie les règles du jeu pour permettre aux plus puissants d'écraser les pots de terre, y compris à l'intérieur de l'Union européenne. Avec un gain d'emploi nul ou négligeable, même selon

leurs propres études.

Entre l'Europe et les USA, il n'y aura pas nécessairement un gagnant et un perdant.

Ce qui risque de se passer, c'est que le secteur des services européens va y gagner car on a davantage de multinationales de services en Europe, et que certains secteurs industriels états-uniens vont y gagner. C'est dans chaque secteur que les plus gros joueurs, ceux qui ont déjà réussi, vont s'imposer encore plus.

■ On constate un déficit d'information à tous les étages. Comment justifier que l'UE ne communique guère ? Que la presse, à l'exception de la presse spécialisée en parle si peu. Entend-on vraiment la voix des opposants ?

□ L'objectif des mobilisations de l'Alliance D19-20, c'est de briser la carapace de silence qu'il y a autour de ce traité. Le problème à ce niveau, c'est que l'information organisée par la Commission européenne, c'est soit une formule creuse et ultracourte : « Le libre-échange c'est bon pour le commerce et le commerce, c'est bon pour l'emploi, point à la ligne ». C'est mensonger et ça ne dit rien de ce qu'il y a dans le traité. Soit une communication qui dit que les documents sont complexes, que rien n'est définitif, qu'on en est déjà à 20.000 pages de discussion, et donc on ne peut pas vous expliquer.

Et entre ces deux discours, c'est le vide sidéral.

Les médias doivent prendre leurs responsabilités et faire un travail d'enquête, et partir du postulat qu'ils ne peuvent pas prendre pour argent comptant les discours de la Commission européenne.

Analyser en profondeur ses conséquences politiques et les expliquer de manière simple, certains commencent à le faire, mais ce n'est pas très vendeur : ça demande un travail journalistique et la plupart des médias ont le réflexe d'aller chercher l'information auprès du pouvoir politique ou des soi-disant instituts indépendants (comme Itinera qui est financé entièrement par les entreprises pour faire du lobbying).

Le travail d'explication que font des mouvements sociaux comme Attac, No-Transat ou D19-20, les médias n'ont visiblement pas le temps ou l'envie de le faire. ▶



► **■ Parmi les opposants, il y a une grande diversité d'origines. Une alliance originale semble se former au sein de l'Alliance D19-20 : des syndicalistes, des agriculteurs, des environnementalistes, des « simples » citoyens. Cette diversité représente-t-elle un handicap ou un atout dans l'opposition au projet du TTIP ?**

Je peux parler surtout de D19-20¹, dont la CNE est un des membres actifs. Ce réseau a été initié par des agriculteurs, et en particulier par des producteurs de lait qui ont constaté que leurs actions de grève du lait d'il y a 3 ans ont porté des résultats éphémères parce que leur action était focalisée sur le prix du lait. Ils se rendent compte maintenant qu'ils se font déborder par tout le système de libéralisation des marchés agricoles et la puissance des marchés de la grande distribution. Donc, ils ont eu une excellente intuition de penser qu'on a besoin d'un mouvement de citoyens large. Pas pour mettre en cause le prix du lait mais pour dénoncer l'utilisation du discours sur le libre-échange et l'austérité au détriment des agriculteurs et des citoyens. D19-20 est né de l'appel de ces agriculteurs, qui ont été rejoints par certaines fédérations et centrales de la CSC et de la FGTB, des ONG de développement, des mouvements de jeunesse, le MOC. L'originalité de D19-20 par rapport à un front commun syndical classique, c'est que c'est une alliance d'organisations et de citoyens à titre individuel, où tout le monde a droit à la parole.

■ Cette diversité est-elle une force ou une fragilité ?

Pour moi, c'est clairement une force, même si c'est parfois difficile à gérer. Le vrai défi, c'est de faire travail-

ler ensemble des groupes politiques et sociologiques dont les racines sont très différentes et dont les intérêts sont parfois très divergents sur d'autres questions.

Un agriculteur indépendant, souvent politiquement conservateur à l'origine, n'a par exemple pas la même vision de la fiscalité qu'un syndicaliste !

Ce n'est pas facile, à la fois pour des questions pragmatiques et politiques. Là où je trouve que c'est réellement une force, c'est qu'il est impossible de trouver un secteur de la société qui ne soit pas menacé par ce projet de grand marché, donc aussi les travailleurs de ces secteurs, que ce soient les agriculteurs, les syndicalistes, les écologistes, les féministes, le non-marchand, les jeunes, les défenseurs des droits de l'homme...

L'unité est réalisée malgré la difficulté de la diversité parce que nous avons tous intérêt à nous y opposer. Et parce que les politiques ne peuvent pas rester insensibles à l'appel d'une frange aussi large de la population. J'ai constaté qu'après la mobilisation du D19-20, il y a eu la tentation (y compris chez les sociaux-démocrates européens) de nous faire passer pour un groupe anarcho-sindicaliste. Mais ça ne marche pas.

Le résultat de cette diversité, c'est qu'il est devenu quasi impossible pour les politiques de rester sourds à cette mobilisation.

■ Quelles seront les prochaines étapes de cette mobilisation ?

Le 15 mai dernier, nous avons réussi à briser le silence dans les médias, à susciter un intérêt pour la cause et à renforcer la détermination de ceux qui ont manifesté et se sont fait arrêter. Les prochaines actions

Mais que s'est-il passé le 15 mai ?

Quand on parle des mobilisations, c'est difficile de ne pas revenir sur la manifestation pacifique du 15 mai à Bruxelles durant laquelle plus de 200 personnes ont été arrêtées. Comment expliquer cette répression ?

Le 15 mai, nous avons décidé de nous opposer à la tenue du "Business Summit" européen qui réunissait au Palais d'Egmont à Bruxelles des grands industriels et des représentants politiques européens sur l'avancement du projet de traité.

Nous voulions dénoncer la collusion totale entre le monde des affaires et les dirigeants politiques européens. On trouvait très choquant qu'un sommet veuille dessiner l'Europe du futur et du business, dix jours avant les élections européennes. On invite les "imbéciles citoyens" à voter, alors que l'avenir de l'Europe se passe davantage au Palais d'Egmont que dans les urnes ! Tout ça dans le silence total des médias. Or, il y avait déjà eu quatre rounds de négociations et le projet progressait de mois en mois. On avait dû constater que les communiqués de presse ou les simples manifestations ne suffisaient pas à briser le silence, donc on avait dit et écrit à la police de Bruxelles que nous encerclerions de notre mieux le quartier autour du Palais d'Egmont. La police nous avait fait savoir que c'était interdit et nous avait demandé de rester plus loin. Nous avons répondu oralement et par écrit que nous savions que c'était interdit mais que nous le ferions de manière non violente.

Il est bien clair dans ce type d'action qu'in fine, ceux qui refuseraient d'obtempérer aux multiples sommations risquent d'être arrê-



Photos : Equipes Populaires

seront plus importantes, et nous allons y compris réfléchir à radicaliser la pratique de la désobéissance civile. Notre tentative de fair-play avec la police n'a rien donné, donc nos militants se disent que si c'est quand même pour se faire arrêter, il aurait bien mieux valu rester assis au milieu de la rue et empêcher les limousines de Barroso et De Gucht d'arriver au Palais d'Egmont !

La prochaine fois, nous dirons aux militants :

Aujourd'hui, nous allons nous faire arrêter car nous allons faire quelque chose d'interdit. Cela ne signifie évidemment pas qu'elle sera violente ou qu'elle manquera de respect pour les citoyens et l'environnement urbain ! Notre motivation à nous opposer à ce projet est plus que jamais renforcée. Sur l'aspect policier, de nombreuses plaintes ont été introduites au Comité P. Il y aura aussi des plaintes politiques au Conseil communal de Bruxelles-Ville.

A côté de cela, il y a l'aspect politique. Le 12 octobre, des actions symboliques seront organisées dans plusieurs villes d'Europe. Et pour le huitième round de négociations à Bruxelles en décembre, le D19-20 appellera à une mobilisation très large de tous ceux qui veulent s'opposer à ce grand marché. Le point positif, c'est qu'un nombre de plus en plus important d'organisations syndicales belges et européennes rejoignent le mouvement, notamment grâce au travail comme le nôtre mais aussi parce que la CES (Confédération européenne des syndicats) avait défini pour ses négociateurs les lignes de désaccord à ne pas franchir et qu'on constate que la quasi-totalité de ces lignes rouges sont joyeusement foulées aux pieds par Karel De Gucht et ses représentants. La CES avait demandé que l'agriculture ne soit pas concernée, elle

le sera ; que les services financiers fassent l'objet d'un traitement différent, ce ne sera pas le cas ; qu'il n'y ait pas les instances d'arbitrage qui permettent de condamner les Etats, elles existeront ; que l'on parte d'une liste limitative de secteurs soumis à dérégulation, mais ils le seront tous ! Bref, toutes les lignes rouges ont été franchies.

■ **Y a-t-il des convergences de mobilisation telle que le D19-20 dans les autres pays européens ?**

□ Les pays d'Europe de l'ouest se mobilisent mais nettement moins en Europe de l'est car la situation sociale est à ce point dégradée qu'il est difficile pour les mouvements sociaux (ou ce qu'il en reste) de se mobiliser sur autre chose que leur survie. Les mobilisations belges, françaises, espagnoles, portugaises, allemandes, anglaises contre le TTIP sont assez fortes : le problème, c'est de transformer des mobilisations nationales en une convergence européenne. Le rôle de l'Alter Summit est très important pour faire converger toutes ces mobilisations. Jusqu'à présent, il a réussi à prendre des positions communes - ce qui est déjà important (voir Manifeste d'Athènes) - mais la mise en place d'actions simultanées sur un même enjeu est très difficile. C'est un défi qu'on doit réussir sur le TTIP.

■ **La mobilisation existe-t-elle également aux Etats-Unis ? Les analyses et stratégies sont-elles partagées ?**

□ Aux Etats-Unis, la mobilisation est plus difficile car le défi actuel des mouvements sociaux est de combat-

tés. Nous le savions, c'était convenu avec la police.

Mais il n'y a pas eu de sommations du tout et la police a délibérément piégé et organisé l'arrestation de 240 manifestants.

Deux interprétations sont possibles : soit il s'agit d'un conflit à la ville de Bruxelles sur la gestion des manifestations par la police. Et qu'un courant extrémiste ait voulu provoquer un incident pour régler des comptes en interne.

L'autre hypothèse, c'est qu'on doit constater qu'en Belgique, il est permis de manifester contre à peu près tout sauf contre les intérêts névralgiques des multinationales.

Nous pensons qu'un certain nombre d'autorités politiques à Bruxelles se sentent obligées de défendre à tout prix les multinationales. On peut manifester pour le Tibet, la Palestine, le Venezuela, la sécurité sociale. Mais s'opposer frontalement aux intérêts des multinationales, c'est toucher au Saint des saints. Et là, tous les moyens sont bons. Idem quand Obama est venu à Bruxelles : c'était comme l'empereur qui descend dans un de ses territoires, toute la ville a dû s'arrêter de respirer. Les libertés civiles ont été mises au frigo, la circulation a été interrompue.

Quand Monsanto, Siemens, Disney, Audi convoquent les hommes politiques européens pour leur donner à la petite cuillère ce qu'ils doivent dire et faire dans les mois qui viennent, les citoyens ne peuvent pas s'y opposer. Ou alors loin de là et en silence, sans bouger. Cela signifie qu'à la police de Bruxelles en tout cas, l'esprit du traité est déjà d'application, même s'il n'est pas encore signé ! Le droit de manifester inscrit dans la Constitution et les lois qui interdisent les arrestations arbitraires, massives et préventives sont balayés par les intérêts de Monsanto et consorts ! Or, le TTIP donne aux multinationales des prérogatives supérieures aux droits des citoyens et aux libertés démocratiques.



► tre le projet de Traité Trans-Pacifique avec les principaux pays d'Asie, qui est aussi en cours de négociation. Le contenu est globalement le même : destruction des normes sociales et instauration de tribunaux privés d'arbitrage qui ont le pouvoir de condamner les Etats. C'est compréhensible que ce soit la priorité des mouvements sociaux états-uniens car les standards sociaux et écologiques étant supérieurs en Europe que chez eux, ils pensent qu'ils ont plus à gagner avec le TTIP qu'à y perdre. Certains se font même l'illusion que, par le principe des vases communicants, il pourrait conduire à des normes harmonisées à mi-chemin entre l'Europe et les USA sur base des expériences antérieures de traités de libre-échange. Cela me paraît extrêmement naïf.

La réalité est plutôt la destruction pure et simple des normes sociales et les syndicats américains qui espèrent pouvoir instaurer des conseils d'entreprise uniformisés se font des illusions. Le minimum absolu défini par les conventions de l'OIT porte notamment sur l'interdiction de l'esclavage et du travail des enfants et l'autorisation de se syndiquer. On n'est pas dans l'étage de luxe mais dans les caves de l'édifice de la protection sociale !

Or, certaines de ces conventions n'ont même pas été signées par les USA au même titre que la Corée du Nord ou l'Iran ! Et ils ont redit récemment qu'ils n'avaient aucunement l'intention de signer ces conventions. Donc ceux qui pensent qu'on pourra relever les normes par un effet d'osmose se font des illusions.

Pour les mêmes raisons, ils considèrent qu'un traité de libre-échange avec l'Inde, la Chine ou le Bangladesh menacerait leurs maigres droits sociaux à eux.

Cela explique la moindre mobilisation. Ceci dit, les mouvements sociaux états-uniens commencent à se rendre compte que plus on creuse le contenu réel de ces traités, plus on constate qu'il s'agit finalement assez peu de libre-échange mais surtout de mise sous tutelle des démocraties par les multinationales.

■ En quoi le TTIP est-il différent des autres traités ?

□ Au cabinet De Gucht, on nous dit « Vous savez, il y a déjà 3.000 accords bilatéraux dans le monde, pourquoi vous énervez-vous si on fait un accord en plus ? » Ce qu'ils ne disent pas, c'est que les 3.000 accords bilatéraux existant aujourd'hui représentent 20% du commerce mondial. Le seul traité transatlantique représente plus de 40% du commerce mondial ! Donc le double des 3.000 accords existants.

L'autre caractéristique du TTIP, c'est que l'immense majorité des accords bilatéraux sont établis entre des grandes puissances commerciales et des pays ancien-

nement appelés du Tiers-Monde économiquement faibles, et ces accords sont en réalité des accords d'impérialisme économique, dont les tribunaux d'arbitrage sont situés dans les pays dominants. Ils ne veulent pas que le Parlement du Togo ait quelque chose à dire sur le business de Microsoft ou de Monsanto !

Il y a donc un court-circuitage des tribunaux de ces pays parce qu'on considère qu'ils sont incompetents. Avec le TTIP, on est avec des puissances commerciales très développées qui ont leur propre droit commercial et leurs propres tribunaux, donc on risque de voir bafouées toutes nos lois sur les pratiques du commerce, avec un effet en cascade dans tous les pays du monde.

Pour conclure, je dirais que le danger est mondial et pas seulement européen : s'il est adopté, ce sera un modèle incontournable.

■ Quel est votre pronostic sur l'issue du combat entre les négociateurs du TTIP et les mouvements sociaux ?

□ Rien n'est perdu et je pense même qu'il y a des chances importantes de faire échouer ce projet. On a déjà réussi à mettre en déroute l'AMI (Accord multinationale sur les investissements) et la directive Bolkestein sur les services il y a une quinzaine d'années. Il est démocratiquement indéfendable. Plus on met en lumière ses dangers, plus les représentants politiques seront en grande difficulté pour le défendre.

La question sera : « Quel autre projet présenter ? ». Le défi pour les mouvements sociaux, c'est d'être dans la résistance mais aussi dans la proposition.

Nous avons connu des défaites notamment dans la construction européenne. Mais on veut croire que ce qui a été fait par des décisions politiques peut être défait par des décisions politiques. L'enjeu fondamental est d'exprimer un rapport de force au niveau européen.

Interview réalisée par Paul Blanjean et Monique Van Dieren

1 L'Alliance D19-20 tire son nom du Sommet européen des 19 et 20 décembre 2013 qui a suscité sa première mobilisation contre l'austérité européenne et le projet de marché transatlantique.